Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

France : Des milliers manifestent contre la privatisation de la Poste

Par Olivier Laurent et Antoine Lerougetel
Mondialisation.ca, 27 novembre 2008
WSWS 27 novembre 2008

Région : L'Europe
Thème: Loi et Justice

Il y a eu des manifestations dans toute la France samedi dernier contre le projet de privatisation de la Poste. Cinq syndicats avaient appelé à protester contre un projet de changement de statut de la Poste en société anonyme le 1er janvier 2010. Ce projet est destiné à permettre une ouverture du capital à hauteur d'environ 3 milliards d'euros « pour financer sa modernisation », soit une ouverture de quelque 30 pour cent du capital.



La manifestation de Nancy

Les syndicats qui appelaient à cette action sont la CGT (Confédération générale du travail), SUD (Solidarité-Unité-Démocratie), FO (Force ouvrière), la CFDT (Confédération française démocratique du travail) et la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens).

Ces mesures prises par la direction de la Poste sont des préparatifs pour la libéralisation complète du marché postal au sein de l'Union européenne (UE) prévue pour 2011. Les services postaux des pays où la privatisation a déjà été effectuée ont vu des suppressions de postes draconiennes, la fermeture de bureaux de poste, la dégradation des conditions de travail, des hausses de prix et la détérioration du service, tout cela au nom de la profitabilité.

Malgré l'assurance apportée par le PDG de la Poste, Jean-Claude Bailly, que l'Etat resterait majoritaire, les travailleurs de la Poste y voient comme une menace sur leurs emplois et sur la qualité du service public.

Les conditions de travail des postiers se dégradent depuis de nombreuses années. 53 pour cent seulement jouissent de la relative sécurité d'emploi et des droits propres aux fonctionnaires, nombreux sont ceux ayant des contrats à temps partiel et plus de 40 pour cent ont des contrats communs moins favorables et plus précaires.

Les manifestations du 22 novembre représentent une mobilisation plus faible que celle du 23 septembre dernier. Selon les organisateurs 12 000 manifestants ont défilé à Paris, 1 000 à Marseille, 2 200 à Toulouse et 500 à Lyon. Les chiffres fournis par la police sont plus faibles, estimant le nombre de manifestants à un quart ou un tiers de ces chiffres.

La direction de la Poste a fait état de 4,7 pour cent de grévistes, bien que les syndicats n'aient pas lancé un mot d'ordre de grève. Par contraste, l'appel à la grève du 23 septembre avait été suivi par un tiers des 300 000 membres du personnel de la Poste. Le nombre peu élevé de manifestants reflète avant tout le manque de confiance dans les syndicats.

Le Nouvel Observateur rappelait à ses lecteurs le 22 novembre, « Début novembre, le conseiller de l'Elysée, Henri Guaino, avait déclaré qu'il « n'était plus question pour l'instant ... d'ouvrir le capital de la Poste ». Le gouvernement était ensuite revenu sur ces déclarations ambiguës en précisant qu'il trancherait fin décembre. Le gouvernement attend la remise du rapport de la commission Ailleret, mise en place par Nicolas Sarkozy. Cette commission, qui regroupe syndicalistes, élus et représentants de la Poste, est chargée de réfléchir aux différentes voies de développement de la Poste. »

Olivier Besancenot, dirigeant de la LCR-NPA (Ligue communiste révolutionnaire, actuellement en train de fonder le Nouveau Parti anticapitaliste) et lui-même postier à temps partiel, s'est saisi de ces assurances pour déclarer, « C'est une première victoire sociale qui fait suite au succès de la grève du 23 septembre ...Cette victoire en appelle d'autres, notamment contre la fermeture des hôpitaux de proximité, la privatisation du système de santé. »

Besancenot a poursuivi, « Le gouvernement est pris en tenaille entre la crise économique qui frappe de nombreux secteurs d'activité parmi les plus importants comme l'automobile, la sidérurgie et la contestation sociale qui se manifeste dans les entreprises, ainsi que N. Sarkozy a pu le constater à Renault-Sandouville quand les salariés de cette entreprise se sont mis en grève à l'occasion de sa venue. Il faut battre le fer quand il est chaud. Le gouvernement doit annoncer le retrait pur et simple du projet de privatisation de la Poste. »

Cette déclaration dissimule le rôle joué par les syndicats qui ont cherché avec consistance à briser et démoraliser les actions des postiers pour défendre leurs droits et conditions de travail statutaires ainsi que leur service public. La référence aux travailleurs de Renault Sandouville est particulièrement cynique. Confrontés à la perte de 1 000 emplois, ils ont été isolés par les syndicats. Alors même que les travailleurs protestaient ce jour-là, les dirigeants syndicaux étaient en train de négocier avec Sarkozy dans l'usine. Pour freiner leur combativité, ils ont présenté aux salariés des promesses de travail avec la mise en production d'un nouveau véhicule pour 2012.

Dans leur tract pour la manifestation du 22 novembre, le NPA a été forcé de reconnaître, sans l'admettre ouvertement, que ce qu'il avait qualifié de « victoire sociale » à la Poste un mois plus tôt n'était en fait qu'une basse manœuvre. Le gouvernement avait annoncé que l'ouverture du capital de la Poste était « suspendue », mais avait déclaré que « cela aurait bien lieu et dans le calendrier prévu », écrit le NPA. « Le gouvernement ne renonce pas. Il aimerait seulement désamorcer l'exaspération en train de naître. »

Le tract du NPA soutenait, sans formuler la moindre critique, l'appel à la manifestation fait par « la CGT, CFDT, FO, CFTC, SUD » et le « Comité national pour la mobilisation contre la privatisation de la Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal ».

Une pétition commune du Parti communiste (PCF) et du Parti socialiste cherchait aussi à semer l'illusion qu'avec un « un grand débat national » il était possible de « faire reculer le gouvernement sur la privatisation ».

Ce même tract du NPA fait des déclarations exagérées selon lesquelles des actions sporadiques, délibérément dispersées par les syndicats, forceraient Sarkozy à reculer. Il ne propose aucune perspective politique pour les travailleurs mais se contente de marteler que la journée de protestations serait « le début d'une riposte plus générale » et que « nous pouvons gagner ».

De cette façon, le NPA cherche à éviter que les travailleurs de la Poste ne rompent avec les syndicats et ne forment des organisations indépendantes visant à unifier leur lutte avec celle des travailleurs d'autres industries et services afin de s'opposer aux attaques sur les droits démocratiques et sociaux.

Le rôle joué par le NPA a aidé les bureaucrates syndicaux nationaux — qui travaillent main dans la main avec Sarkozy depuis son élection en mai 2007 et lui ont permis d'appliquer son programme de régression sociale — à donner l'impression qu'ils s'opposent à son programme. Bernard Thibault de la CGT, proche du PCF, Jean-Claude Mailly de FO, Jacques Voisin de la CFTC et Gérard Aschieri de la FSU (Fédération syndicale unitaire, syndicat de l'éducation) étaient tous présents à la manifestation parisienne.

Des délégations du Parti socialiste étaient aussi en vue dans la manifestation parisienne. Benoît Hammond, concurrent malheureux au poste de secrétaire du parti défilait ainsi que Martine Aubry qui a battu Ségolène Royal pour ce poste. Aubry, dont le père et mentor Jacques Delors a longtemps présidé la Commission européenne, avait fait campagne en faveur du projet de constitution européenne qui aurait facilité les privatisations comme celles de la Poste. Ce projet de constitution fut rejeté par les référendums français et hollandais en 2005. Aubry a aussi soutenu le Traité de Lisbonne, qui a été rejeté cette année par les électeurs irlandais.



Deux lycéens s'entretiennent avec le WSWS

Un reporter du *World Socialist Web Site* à Nancy s'est entretenu avec deux lycéens de 16 ans qui ont dit être des sympathisants du PCF. Ils étaient venus soutenir la manifestation « par conviction ». « On se fait baiser par le capitalisme... la France est dans une situation catastrophique ». Ils ont reconnu que « la mobilisation est moins forte, mais ça va bouger, le communisme va remonter ».

Un manifestant a dit qu'il n'était pas convaincu par le « gel » du processus de privatisation. Il a mentionné le cas d'une petite ville proche, Ars-sur-Moselle, dont les 5000 habitants sont privés de bureau de poste depuis que le commerçant à qui la Poste avait sous-traité son activité « a fermé sa boutique ».

Article original anglais, WSWS, paru le 26 novembre 2008.

© *WSWS.*

La source originale de cet article est WSWS
Copyright © Olivier Laurent et Antoine Lerougetel, WSWS, 2008

Articles Par : Olivier Laurent et
Antoine Lerougetel

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca